

Candidat Majorité présidentielle  
Soutenu par l'Union des  
centristes et des écologistes



# Romain Ribas

Suppléant : Jean-Baptiste ADJIBI

Elections législatives du 12 et 19 juin 2022  
3ème circonscription d'Eure et Loir (28)

Madame, Monsieur,

Conseiller municipal, secrétaire de mairie et professeur de sciences économiques et sociales au lycée Rémi Belleau de Nogent le Rotrou, j'ai grandi et étudié en Eure et Loir dans de nombreuses communes de notre circonscription (Chartres, Courville-sur-Eure, Mainvilliers). J'aime la diversité des paysages de ce territoire que je veux représenter à l'Assemblée Nationale à travers ma candidature.

Je revendique mon appartenance à la majorité présidentielle depuis 2017 car j'ai approuvé en grande partie la politique du président Emmanuel Macron sans toutefois en critiquer les manquements. **Les oppositions n'ont pas été à la hauteur des crises.** Je souhaite améliorer les différents projets de loi de la future majorité parlementaire à travers des amendements issus du terrain. Je souhaite en être membre si elle respecte mes convictions humanistes car je rejette l'extrémisme.

Nos mairies sont le service de proximité par excellence et elles viennent encore de démontrer leur utilité pendant la crise sanitaire du COVID-19. **Ma priorité ira à la survie des communes rurales de notre département et en particulier de leurs écoles en proposant d'élargir le dispositif testé en REP en faisant en sorte qu'aucune classe dans un regroupement pédagogique de 2 à 4 classes ne ferme si elle compte un effectif minimum de 15 élèves.** Je souhaite permettre le retour de commerce de proximité dans les bourgs (licence 4, dépôt de pain et franchise postale), la couverture en 4g de l'ensemble de nos hameaux ainsi que le développement du tourisme de proximité (Villebon, Thiron-Gardais, ...). Les effectifs d'enfants à l'école primaire doivent être plafonnés à 24 élèves, au collège à 28 élèves et à 32 élèves au lycée afin d'améliorer les apprentissages.

Il faudra corriger la réforme du lycée en ajoutant une demi-heure de sciences économiques et sociales en plus en seconde et une heure de mathématiques supplémentaire dans le tronc commun d'enseignement scientifique (première et terminale) et en remplaçant l'option histoire-géographie-géopolitique pour une heure supplémentaire de cours dans le tronc commun soumise à une épreuve écrite le lendemain de celle de philosophie afin de diminuer la part du contrôle continu à 30% au lieu de 40%. Il faut permettre aux élèves de faire une première année de licence à l'antenne universitaire de Chartres en proposant des cursus bi-disciplinaires en L1 : histoire-géographie ; droit-économie, physique-chimie par exemple.

Les suppressions de postes doivent se faire dans les ministères à Paris dont les effectifs sont pléthoriques et non dans les services locaux de proximité. L'épidémie de Coronavirus a montré que supprimer des lits d'hôpitaux ne permet aucune économie et met en danger notre manière de vivre. **Nous devons dès maintenant geler les suppressions de lits dans les services hospitaliers, conserver nos maternités, développer notre réseau de maison de repos, améliorer nos capacités de formation en infirmerie dans notre département et mettre en place rapidement une faculté de médecine à Orléans.**

Le prochain défi sera le financement de la dépendance de nos aînés où il faudra construire un nouveau modèle social audacieux, nous devons faire des efforts financiers. Il faudra aussi veiller à ce que la nouvelle réforme des retraites soit égalitaire et équitable pour toutes les catégories professionnelles. Nous allons devoir travailler plus pour partir en retraite vers 63-64 ans en 2027 et nous devons limiter les dérogations à l'âge légal de départ en retraite aux métiers pénibles et aux longues carrières dont les travailleurs pourront partir en retraite dès 58-59 ans. **Le minimum vieillesse devra être de 1000 euros net et le minimum contributif de 1100 euros pour 43 années de cotisation dès le 1er août 2023.**

Je souhaite organiser un référendum d'initiative partagée sur le thème de l'euthanasie après création d'un comité de rédaction parlementaires-médecins ou d'une convention citoyenne afin que chacun puisse choisir librement sa fin de vie. Je veux également rédiger une proposition de loi visant à réguler l'élevage intensif et à interdire certaines pratiques de chasse (avec un jour de la semaine dédiée aux promeneurs) ainsi que l'abattage rituel des animaux (bien que l'importation de viande communautaire restera autorisée). Ce texte sera aussi soumis à référendum car seul l'appel au peuple répété sur des divers sujets pourra surmonter les blocages et répondre à la crise de notre démocratie.

Je défends fermement notre laïcité à la française qui nous permet de vivre ensemble, on ne peut plus tolérer que des traditionalistes de toutes confessions religieuses nous dictent notre manière de vivre et excluent leurs femmes des droits reconnus par nos lois. Il sera demandé aux étrangers ministres du culte, pour exercer dans notre pays, un diplôme de théologie en français qui sera délivré par les universités d'Alsace-Moselle sous Concordat.

Pour lutter contre la délinquance, il faut un système judiciaire qui marche avec des moyens tout en respectant nos libertés fondamentales : recruter des gendarmes, des policiers, créer des juridictions et construire des prisons dont une nouvelle maison d'arrêt en Eure et Loir. Dans le cas des violences aux personnes et particulièrement aux femmes, il faut des solutions répressives rapides comme l'expulsion de l'individu de sa commune de résidence sur décision du préfet et du procureur le temps de la procédure pénale, le traitement de toutes les plaintes suivies de garde à vue des suspects. Chaque peine de prison ferme doit être appliquée dès la condamnation en 1ère instance par un mandat de dépôt automatique de 21 jours pour les délinquants et d'une année pour les criminels. Le contrôle judiciaire des criminels pourra s'étendre sur les quinze années qui suivent la fin de leurs peines. Un délinquant étranger condamné à de la prison ferme doit être automatiquement expulsé dès la fin de sa peine du territoire français et la nationalité française peut être révoquée pour les binationaux dans un délai de 15 ans en cas de condamnation pour crime.

L'acquisition de la nationalité française par le droit du sol interviendra sur une demande du concerné à sa majorité après une prestation de serment civique si son casier judiciaire est vierge et s'il dispose au moins du brevet des collèges pour justifier sa maîtrise du français et de notre histoire. Le regroupement familial et l'immigration économique doivent être soumis à des quotas annuels votés par le Parlement.

Nous devons continuer nos efforts pour développer les énergies renouvelables, après l'accord du conseil municipal de la commune concernée et de la majorité de ses voisines, sans nuire à nos paysages en particulier dans le Perche et mieux isoler les anciennes habitations afin de faire des économies d'énergie. La chantier EPR de Flamanville doit aller à son terme avant de construire d'autres réacteurs nucléaires en remplacement de nos vieilles centrales. Les énergies carbonées ne doivent être utilisées pour produire de l'électricité qu'en période de pic hivernal.

Face aux baisses des aides de la PAC, c'est à l'État d'aider nos agriculteurs dans une transition pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement sans glyphosate et néonicotinoïdes en aidant économiquement le développement des filières courtes et de l'agriculture biologique ainsi qu'en taxant à la douane les productions qui ne respectent pas nos normes.

Il faut renforcer notre politique européenne en découplant les USA et le Canada de l'OTAN pour réaliser une défense européenne autonome et en y accueillant l'Autriche, la Finlande et la Suède si c'est le souhait des populations par référendum. Il faut permettre dès 2024 la création d'une circonscription unique à la France, à l'Allemagne et à l'Italie sur tout ou une partie de notre territoire pour élire nos députés européens et faire élire le président du conseil européen au suffrage universel pour un mandat de 6 ans. D'ici 2031, nous devons intégrer dans l'UE : l'Ukraine, la Moldavie, la Macédoine du Nord, le Monténégro tout en laissant la porte ouverte au Royaume-Uni, à la Norvège, à l'Islande et à la Suisse.

Pour préserver notre pouvoir d'achat, je soutiens dès le 1er août 2022 une nouvelle augmentation de 3,64% du SMIC (1350 euros net / 1700 euros brut), du point d'indice des agents de la fonction publique et des pensions de retraite, une prime de Noël obligatoire pour chaque salarié d'un minimum de 152€ sans charges sociales versée par l'employeur, la suppression de la redevance télévisée et le maintien de la remise carburant de 18 centimes au litres tant que le prix du baril de pétrole dépasse les 100\$ et en période hivernale (01/11-28/02). Le financement de ces mesures doit se faire par un relèvement du plafond maximum l'impôt sur le revenu de 45 à 48% et d'une augmentation de 30% de l'impôt sur la fortune immobilière.

Le RSA devra être au minimum de 675 euros (au lieu de 575 euros) avec en contrepartie une activité d'insertion de 7 heures par semaine dans les collectivités locales (surveiller les sorties des écoles, accompagnement dans les maisons de retraite, ...) et une formation qualifiante de 7 heures par semaine.

Enfin je souhaite qu'on aille au bout de la réforme des institutions en reconnaissant le vote blanc comme un suffrage exprimé (à l'exception de la présidentielle) pour l'accession au 2nd tour et la répartition de sièges en laissant certains vacants, le passage au mode de scrutin proportionnel aux élections législatives au moins dans les départements du Grand Paris, des Métropoles de Lyon et Marseille ainsi que pour les français de l'étranger pour une meilleure représentativité de l'assemblée nationale, une diminution du nombre de parlementaires de 577 à 500 députés et de 348 à 250 sénateurs. Pour simplifier le millefeuille territorial, il faut une communauté de communes unique pour le Perche, il faut créer 3000 conseillers territoriaux avec une seule indemnité en 2028, pour remplacer les 6000 conseillers départementaux et régionaux qui seront élus au scrutin de liste proportionnel par arrondissement.

### Mes engagements envers vous :

- ✓ Être un député proche et à l'écoute des citoyens et des élus locaux le plus présent possible dans l'hémicycle
- ✓ Soutenir les projets des communes en lien avec le département, la région et l'état
- ✓ Être sobre dans l'usage de l'argent public
- ✓ Conserver une indépendance politique pour mieux défendre nos territoires

@RomainRibas2021



IMPRESSION DUNOISE - CHÂTEAUDUN - Tél. 0237940595

